



**Jour
J-92**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

30/09/2019

**Ouattara annonce 74 milliards
d'investissement pour le N'Zi**

Révision de la Constitution

Ouattara : “Je ne suis pas un tripatouilleur” P5

Le Chef de l'État, au cours d'une conférence de presse, a dressé le bilan de sa visite dans la région du N'Zi.

Duncan plaide depuis New York

P7

« Il faut pousser la révolution industrielle en Afrique »

Elaboration du document de politique minière

P9

Jean-Claude Kouassi et les opérateurs se concertent

Quattara annonce 74 milliards d'investissement pour le N'Zi

Le Chef de l'État a terminé, samedi, sa visite dans cette région par un meeting au stade Koné Samba Ambroise où il a pris de grands engagements.



Le Président de la République a annoncé un plan pour transformer la région du N'Zi. (PH : HONORÉ BOSSON)

La visite d'Etat du Président Alassane Ouattara, dans la région du N'Zi, s'est achevée, samedi à Dimbokro, par un grand meeting au stade Koné Samba Ambroise, un compagnon de lutte de Félix Houphouët-Boigny. Ce que nous retenons de cette visite du Chef de l'Etat dans sa région natale, c'est qu'il n'est pas loin, le temps où l'on verra la Côte d'Ivoire- les deux pieds dans le paradis- dans le cercle des pays développés. En effet, pour y arriver, il ne suffit pas seulement de poser des actes dans la capitale, comme on peut le voir ailleurs et comme nous l'avons vu ici même sous certains régimes. Pour le Chef de l'Etat, il est important qu'il n'y ait pas de disparités entre les régions. Avec les plans nationaux de développement, des investissements ont déjà été faits.

25 milliards de nos francs ont été mobilisés pour la région du N'Zi. Des projets ont été lancés pour améliorer les conditions de vie. Il s'agit du raccordement au réseau électrique, des adductions en eau potable, du bitumage des voies, la construction de salles de classe, de l'amélioration du plateau technique des hôpitaux, du reprofilage des pistes villageoises et bien d'autres encore. Mais le Chef de l'Etat connaît son pays, il sait que la région du N'Zi a pris du retard sur son développement. C'est pourquoi dans tous les départements dans lesquels il est passé, il n'a pas cessé d'indiquer qu'il passera la vitesse supérieure pour accélérer les chantiers pour le bonheur de ses frères et sœurs du N'Zi.

PAR ÉTIENNE ABOUA

PAR ÉTIENNE ABOUA

Un nouveau programme d'investissement de 74 milliards de FCfa sera mis en place. Il s'agit pour le Président Ouattara de "redonner à cette belle région, autrefois capitale de la boucle du cacao, qui a beaucoup contribué au développement de la Côte d'Ivoire, son lustre d'antan". Voici ce que sera la région du N'Zi avec le plan prévu par le Chef de l'Etat : " J'ai donc le plaisir de vous annoncer que nous allons commencer le bitumage de la route Dimbokro-Bocanda-Ananda de 98 Km, à la fin de cette année 2019. Nous avons aussi décidé du bitumage de l'axe Bocanda-Kouassikro-Kouassikro-Allangouassou de 91 km dans le cadre du programme d'infrastructures 2021-2025. Enfin, nous procéderons au renforcement de la voirie de la ville de Dimbokro. En matière d'électricité, nous prévoyons l'électrification de 65 localités dans la région ; afin de passer d'environ 40% à près de 73% de taux de couverture d'ici fin 2020, comparé à 31% en 2011. Dans le secteur de l'eau potable, des travaux de grande envergure sont en cours afin de régler définitivement la question de l'alimentation et de la coloration de l'eau dans la région en raison de l'orpaillage clandestin que nous continuons de combattre énergiquement. En ce qui concerne la santé, plusieurs réhabilitations de dispensaires et de centres de santé urbains sont prévues à Kouassikro-Kouassikro, Dimbokro et Bocanda". Quand on voit le Chef de l'Etat se battre pour transformer les villes de l'intérieur du pays, on peut avoir foi en l'avenir. Car l'essor d'un pays se mesure aussi par le niveau de développement de ses provinces. La Côte d'Ivoire, avec à sa tête un homme influent comme Alassane Ouattara, est sur la bonne voie, n'en déplaise à ceux qui disent que les performances du gouvernement "ne sont pas terribles". Avec des œillères, de la paille et de la poutre dans leurs yeux, ils ne peuvent pas voir la réalité. Celle que beaucoup d'Ivoiriens saluent et que les institutions financières internationales demandent aux autres pays de copier. L'avenir nous appartient. Il suffit de faire confiance au Président Ouattara. ■

Le retard accusé par la région du N'Zi en terme de développement par rapport aux circonscriptions administratives est criant. Devant cette réalité implacable, le Président de la République, Alassane Ouattara, lors du meeting de clôture de sa visite d'Etat (du 25 au 28 septembre) au stade Koné Samba de Dimbokro a pris l'engagement de transformer le visage de cette région en y engageant des travaux herculéens. Dans cette perspective, il a porté à la connaissance des populations qui avaient pris d'assaut le complexe sportif, qu'il y prévoit, en collaboration avec le gouvernement, « un nouveau programme d'investissement

d'un montant de 74 milliards de FCfa afin de redonner à cette belle région, autrefois capitale de la boucle du café-cacao qui a beaucoup contribué au développement de la Côte d'Ivoire, son lustre d'antan ». Le Chef de l'Etat a précisé que cet investissement consistera à renforcer et accélérer les travaux de développement qui y avaient été faits par le passé. « Je suis venu vous parler d'un projet de développement que j'ai pour la région et, bien sûr, du département. Depuis 2011, nous avons, dans le cadre des deux plans nationaux de développement et réaménagement du programme social du gouvernement, procédé à des investissements dans le département de Dim-

bokro. Nous avons un budget global d'environ 100 milliards de FCfa. Et environ 25 milliards ont déjà été exécutés entre 2011 et 2018 pour la région du N'Zi. Grâce à ces investissements, nous avons engagé de nombreux chantiers dans les secteurs de l'électricité, de l'eau potable, de la santé, de l'éducation, de la sécurité, de la salubrité et de des infrastructures routières. Cependant, nous savons que Dimbokro a accusé un retard. C'est pourquoi, nous avons décidé d'intensifier et d'accélérer ces travaux dans les prochains mois », a-t-il justifié. Le Président de la République a aussitôt annoncé à la foule le démarrage, avant la fin de l'année, du bitumage de l'axe

Dimbokro-Bocanda-Ananda. Il a fait savoir que les travaux de cette voie, longue de 98 km, coûteront 51 milliards de FCfa. « Nous avons aussi décidé du bitumage de l'axe Bocanda-Kouassikro-Kouassikro-Allangouassou de 91 Km dans le cadre du programme des infrastructures 2021-2025 », a-t-il ajouté. Le "fiis" de Dimbokro ne s'est pas arrêté là. Il a annoncé également le renforcement de la voirie de sa ville natale de 10 Km de bitume pour un montant de 6 milliards de FCfa. Le Président Ouattara a affirmé que le gouvernement a un projet d'électrification de 65 localités dans la région afin de passer d'environ 40% au-



Par milliers, les populations du N'Zi ont convergé vers le stade Koné Samba Ambroise de Dimbokro. (PHS : HONORÉ BOSSON)

autant d'investissement que les 50 premières années de l'indépendance de notre pays. Je suis fier de le dire et de demander à ceux qui veulent contester ces résultats d'aller voir les statistiques en matière des villages qui ont de l'eau potable, de l'électricité, de nombre de salles de classe, de maternités construites », s'est-il convaincu. Non sans indiquer que l'État continue d'avoir de grandes ambitions pour la région du N'Zi et pour Dimbokro. Mais ces réalisations, a-t-il poursuivi, ne peuvent se faire que quand il y a la paix et la stabilité. En foi de quoi, le Chef de l'État a invité les populations ivoiriennes et ceux de la région du N'Zi, en particulier, à faire preuve de tolérance, d'union et de fraternité, vertus que le Président Félix Houphouët-Boigny n'a cessé de prôner. Pour ce fait, il a remercié les chefs traditionnels et religieux pour les actions qu'ils mènent au service de la paix. Il a aussi rassuré que l'élection présidentielle de 2020 sera apaisée, transparente et démocratique. ■

KANATÉ MAMADOU
ENVOYÉ SPÉCIAL

aujourd'hui à 73% de taux de couverture en fin 2020, comparé au taux de 31% en 2011. Dans le secteur de l'eau potable, à l'en croire, des travaux de grandes envergures sont en cours afin de régler définitivement la question de l'alimentation en eau et de la coloration de l'eau en raison de l'orpillage clandestin que l'État continue de combattre énergiquement. En matière de Santé, il a déclaré que la réhabilitation de plusieurs dispensaires et de centres de santé urbains est prévue à Kouassi-kouassikro, Bocardanda et Dimbokro. En ce qui concerne les autres doléances faites par le maire Bilé Diéméléou et le président du Conseil régional du N'Zi, Koffi N'Guessan Lataille, il a indiqué que celles-ci seront examinées par le gouvernement.

Le Chef de l'Exécutif a, par ailleurs, avancé que la jeunesse constitue une priorité pour lui. Raison pour laquelle, il a invité les jeunes à se présenter au guichet emploi afin de s'inscrire en vue de bénéficier des opportunités d'emplois, de stages et de formation. Parlant des femmes, il a soutenu que la Première dame les soutient avec son projet de Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafci). Il a rappelé que son épouse a décidé de porter la dotation de ce fonds

à 1 milliard de FCfa pour le développement des micro-projets de la gent féminine. Cette dernière, ravalons-le, a offert, vendredi, 500 millions de dons en nature aux femmes de la région du N'Zi. Elle a aussi remis 10 millions de FCfa en espèce aux couches socio-professionnelles, soit un montant total de 510 millions de FCfa qu'elle distribué ce jour à la faveur d'une cérémonie à Dioulakro, un quartier de Dimbokro.

Les cas Utxei et du pont sur le N'Zi

Le Président de la République, conscient de ce que la réouverture de l'usine Utxei, qui a fait faillite, constitue une des préoccupations des populations, s'est prononcé sur le sujet. « La société Utxei, comme vous le savez, avait fait l'objet de reprise par un entrepreneur. Mais malheureusement, ceci ne s'est pas bien terminé. Donc, j'instruis le Premier ministre et le gouvernement de rechercher un repreneur et de lui accorder des facilités pour la reprise de l'activité », a-t-il demandé. En ce qui concerne la construction d'un pont sur le N'Zi, il a fait savoir que ce projet doit être soumis à une étude approfondie par le gouvernement qui, lui, fera ensuite des propositions. Le Président Ouattara a, par

ailleurs, déclaré que les autorités ivoiriennes sont à la tâche pour améliorer les conditions de vie de leurs concitoyens. « Et les résultats sont visibles dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire (...) On verra qu'en 2020, nous aurons quasiment fait

l'honneur a échu au maire de Dimbokro, Bilé Diéméléou Amon, de prendre, le premier, la parole, pour souhaiter la cordiale bienvenue au Chef de l'État, à la Première dame, Dominique Ouattara et à la prestigieuse délégation qui les accompagne. L'occasion fut donnée au premier magistrat de la commune de traduire sa fierté et celle du peuple Agba, dans toute sa diversité, au Président de la République, Alasane Ouattara qui, a-t-il dit, haut et fort, « est le digne héritier du père de la Nation, Félix Houphouët-Boigny, un visionnaire, un bâtisseur, un grand gestionnaire et un homme de parole ». C'est donc avec beaucoup d'émotion et d'honneur qu'il a demandé au Tout-Puissant « de continuer à donner au Chef de l'État l'intelligence et la force pour conduire la Côte d'Ivoire vers un avenir toujours meilleur ». Il a également invoqué les mânes des

ancêtres pour que son séjour dans la région du N'Zi soit couronné de succès. Bilé Diéméléou a salué le leadership du Président Ouattara grâce auquel il a redressé le pays après les

gions du pays, la population s'en réjouit. Convaincue que la visite d'État va apporter le développement à Dimbokro et à toute la région du N'Zi. Ce fut l'occasion pour le maire d'exprimer la reconnaissance et la gratitude des populations pour avoir nommé Adama Coulibaly, ministre de l'Economie et des Finances et Koffi N'Guessan Lataille, secrétaire d'État chargé des Logements sociaux et, reconduit les ministres Ramata Ly-Bakayoko, Danho Paulin et Touré Mamadou, tous fils et fille de Dimbokro. Pour Bilé Diéméléou, le Président Alassane Ouattara traduit ainsi « son attachement à la région du N'Zi, sa terre natale ».

Il a, avec joie et beaucoup d'émotion, indiqué que la date du 28 septembre 2019, jour du meeting de clôture de la visite d'État, sera mémorable. ■

EMMANUEL KOUASSI
ENVOYÉ SPÉCIAL

Le Chef de l'État magnifié par le maire



Bilé Diéméléou Amon, maire de Dimbokro.

affres de la crise consécutive au second tour de l'élection présidentielle de 2010. Selon lui, le peuple attendait cette visite d'État. En effet, bien qu'effectuée, après celles de plusieurs autres ré-

• La population réclame un pont sur le N'Zi



Le porte-parole des populations, Koffi N'Guessan Lataille, a présenté les doléances du N'Zi au Chef de l'État. (PHS : HONORÉ BOSSON)

La population de Dimbokro, par la voix de son porte-parole, Koffi N'Guessan Lataille, secrétaire d'État chargé des Logements sociaux, a présenté des doléances au Chef de l'État. Outre la voirie, la santé, l'éducation... et l'électricité, des domaines dans lesquels le gouvernement a réalisé un

travail remarquable, a reconnu Koffi N'Guessan Lataille, par ailleurs président du Conseil régional du N'Zi, la population réclame la construction d'un pont sur le fleuve N'Zi, en vue de faciliter le rapprochement des populations, a-t-il fait savoir. Elle souhaite également la remise en activité de l'Utexi, jadis poumon économique de

Dimbokro. Il a également remercié vivement le Chef de l'État « pour l'ampleur et la qualité du travail fait dans les domaines de l'électricité, l'eau, l'école et la santé. Et de poursuivre : « Nous vous en sommes reconnaissants. La population adhère à votre politique de développement et exprime son attachement à votre personne ». Koffi

N'Guessan Lataille a, avec force, indiqué que Dimbokro « prend l'engagement de soutenir le Président de la République et son programme de développement ». Pour lui, la visite d'État que le Chef de l'État a effectuée dans la région du N'Zi aura des retombées indéniables. « Nous sommes fiers de vous, Monsieur le Président

de la République car, en si peu de temps, vous avez transformé la Côte d'Ivoire. Vous êtes le plus grand homme d'État », a déclaré le président du Conseil régional, tout ému. À Dimbokro, le Président Ouattara a reçu des attributs royaux : chaises, chaînes... et bagues, en or. Heureuse de le recevoir, la population

lui a offert des bouquets, des sacs de condiments, etc. La population a également exprimé sa reconnaissance à la Première dame pour son soutien estimable aux femmes de la région. Celle-ci a été baptisée Aya Lomé Domnique. ■

EMMANUEL KOUASSI
(ENVOYÉ SPÉCIAL)

Quattara connecte Koffi Ackant au réseau électrique

Les 2000 habitants du quartier Koffi Ackant sont tous sortis, le 28 septembre, pour non seulement applaudir le Président de la République, qui y a fait escale, mais surtout lui dire merci pour l'électricité qu'il leur apporte. C'est, en effet, le Président Ouattara lui-même qui a connecté ce quartier au réseau électrique. Ce, en présence du vice-Président Daniel Kablan Duncan, du président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro, du président du Sénat, Ahoassou Kouadio Jeannot, de l'Inspecteur général d'État, Ahoua N'Doli Théophile, du secrétaire général du gouvernement, Patrick Achi, du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly et de plusieurs membres du gouvernement. Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Ab-



Mise sous tension du quartier Koffi Ackant.

dourahmane Cissé, a expliqué au Chef de l'État la spécificité de ce quartier : « Excellence Monsieur le Président de la République, nous sommes à Koffi Ackant, un quartier de Dimbokro, qui compte environ 2000 habitants. Il faut dire qu'une partie de ce quartier avait bénéficié, par le passé, de l'électrification. Mais la population a augmenté, car de nouvelles personnes s'y sont installées. Malheureusement, ces personnes ne bénéficiaient de l'électricité qu'à travers des moyens anarchiques appelés « araignée ». J'ai eu l'occasion d'échanger avec le sous-chef de quartier, Monsieur Kouamé, qui me disait que pour se brancher, il fallait financer souvent 200 à 500 mètres de ligne de connexion. Et surtout, passer par un revendeur, pour avoir de l'électricité. Mais aujourd'hui, dans

le cadre de ce programme d'électrification pour tous (Pept), cette situation est réglée. Nous avons installé 105 poteaux et des lampadaires qui s'étendent sur plus de 5 km. Nous avons permis à cette population de pouvoir se connecter à l'électricité. »

Le ministre Abdourahmane Cissé a clos ses propos en faisant le point sur le plan national de ce programme d'électrification pour tous. C'est le maire de la commune de Dimbokro, Blé Diéméléou, qui a remis le don du Président de la République aux populations du quartier. Il s'est réjoui également de ce que le Chef de l'État ait contribué à hauteur de 2 millions de F Cfa pour l'achèvement de l'école primaire de Koffi Ackant. ■

EDGAR YÉBOUÉ

Révision de la Constitution

Ouattara : "Je ne suis pas un tripatouilleur"

Le Chef de l'État, au cours d'une conférence de presse, a dressé le bilan de sa visite dans la région du N'Zi.

PROPOS LIMINAIRE

Chers frères et sœurs, comme vous le savez, depuis le 25 septembre, nous avons entamé une visite d'État dans la région du N'Zi. Elle a commencé, le 25 septembre, par un Conseil des ministres où des décisions importantes ont été annoncées notamment la désignation des membres de la Commission électorale indépendante. Des questions touchant à la vie quotidienne des Ivoiriens ont également été abordées.

Le jeudi 26 septembre, je me suis rendu à Kouassi-kouassikro. Dans cette localité, j'ai procédé à la mise sous tension d'Alengbikouadiokro, avec le chef du village et les membres de ma délégation. Il y avait une bonne ambiance avec les populations de Kouassi-Kouassikro. Les populations s'étaient fortement mobilisées. Il y a eu beaucoup d'enthousiasme. Le vendredi 27 septembre, je me suis rendu à Bocanda où j'ai procédé à la mise sous tension du quartier de Blaidy et l'inauguration du commissariat. Là également il y a eu une grande mobilisation. J'étais très heureux de voir les populations sortir massivement pour me souhaiter la bienvenue. Aujourd'hui (Ndr : samedi 28 septembre) c'était l'étape de Dimbokro où vous avez été témoins. Nous étions d'abord au carré des martyrs. Ensuite nous avons mis sous tension le quartier Koffi Akan. Nous avons eu par ailleurs une rencontre avec les populations, au stade Koné Samba Ambroise. Elles ont été vraiment extraordinaires avec une très forte mobilisation, les populations venues de Bocanda, de Kouassi-Kouassikro et des différentes sous-préfectures. Il y avait beaucoup d'enthousiasme et j'étais très heureux de voir tant de monde dans ma ville natale. Et je m'en réjouis. Je considère qu'en définitive, nous avons eu une excellente rencontre. Les choses se sont bien passées, aussi bien à Dimbokro, à Kouassi-kouassikro qu'à Bo-

canda. Et là nous retournons vraiment très heureux. Evidemment, il y a eu du retard dans la mise en œuvre de certains projets dû au fait que c'est l'une des dernières régions qui accueillent la visite d'État. J'ai déjà visité 28 régions et cette région constitue la 29ème. Par conséquent, le dynamisme qui accompagne les visites d'État n'a pas été enclenché suffisamment tôt. Mais mes parents de Dimbokro ont compris que le meilleur est toujours pour la fin et que par responsabilité je voulais faire les autres régions avant de venir chez moi. Et là nous allons accélérer les chantiers. Nous avons au programme national de développement 2011-2015 et 2016-2020, un montant de 100 milliards environ d'investissement programmés. Nous avons fait déjà le quart et dans les douze mois à venir, je suis confiant que nous ferons le reste, notamment, la route Dimbokro-Bocanda. Et ce sont de gros investissements qui vont faire évoluer ce chiffre très rapidement ainsi que le programme de l'électrification qui est très avancé et la mise à disposition d'eau potable pour les populations du N'Zi. Je signale que la Première dame a eu sa traditionnelle cérémonie du fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire. Elle en a profité pour faire de grandes annonces et des dons de 510 millions de F Cfa. Le Falci est passé, en outre, de 500 millions de F Cfa à un milliard. Je crois que c'est une évolution considérable et les femmes étaient particulièrement heureuses et enthousiastes. Je sais que le taux de remboursement est très bon dans cette région comme dans les autres. De 12 milliards de capital, nous sommes à 25 milliards de crédit qui sont remboursés entre 95 et 98%. Ceci pour dire que le Falci est en bonne position et que nous continuons d'aider les femmes. C'est plus d'un million de personnes que nous avons pu sortir de la précarité.



(PH : HONORÉ BOSSON)

Vous venez de passer 4 jours dans votre région natale. Au terme de cette visite d'État, quel est le message fort que vous laissez à vos parents ?

Le message est clair. Il s'agit d'un message de paix, de cohésion, de développement et surtout de restaurer la confiance. Nous sommes venus leur dire que beaucoup a été fait au cours de ces huit dernières années et nous continuerons à faire encore plus, de manière à accélérer le développement pour les régions et les populations qui considèrent que le développement n'est pas encore arrivé chez elles. Nous sommes confiants que tout cela va se

dérouler dans de bonnes conditions, avec le renforcement des investissements au niveau de la sécurité et surtout des renseignements et des appareils technologiques. Je suis rassuré que les Ivoiriens continueront de connaître la paix, la sérénité et la tranquillité

Le président du Pcdi-Rda dans « Jeune Afrique », cette semaine, parlant du bilan du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, disait que ses performances ne sont pas terribles, qu'il a conduit le pays vers une économie en berne, la croissance ralentit, et que le chômage explose, ... quelle est

votre réaction par rapport à cette sortie ?

Je ne ferai pas de commentaires sur les propos de mon aîné. Je suis quand même à Dimbokro où il m'a accompagné l'année dernière au cimetière, lorsque j'avais perdu mon frère aîné. Et je le remercie pour cela. Je le considère comme un ami. Il a été à l'école primaire, à Bocanda, avec ce dernier qui fut vice-président de l'Assemblée nationale avec lui. Je vous renvoie tout simplement aux documents que publient les Institutions américaines, européennes, et de toutes les institutions qui jugent l'État de Côte d'Ivoire.

Monsieur le Président, lorsque vous avez exprimé votre intention de faire modifier la Constitution, des thématiques du genre "Ouattara veut tripatouiller la Constitution pour écarter des candidats" ont été développées. Trois mois après cette annonce, quelles sont les dispositions qui seront touchées par la réforme de cette Constitution qui avait été votée à 95% ?

Tout le monde sait qu'Alasane Ouattara n'est pas un tripatouilleur, aussi bien en ce qui concerne la Constitution que pour autres choses. Nous avons mis en place un groupe

Suite page 9

Suite de la page 8

pour voir comment nous pourrions passer à la troisième République. C'est ce qui a été fait en 2016. Et je me réjouis que cette Constitution ait été votée à plus de 95%. Je suis heureux pour cette Constitution et j'espère qu'elle va régir notre pays pendant des générations et des générations.

Nous avons des institutions. Il y a plusieurs façons de modifier une Constitution. On peut, avec une majorité simple, aller au référendum, ou avec une majorité du 2/3 du Congrès. C'est-à-dire qu'on peut, avec l'Assemblée nationale et le Sénat, ensemble, modifier la Constitution. Nous n'avons pas encore eu ce débat au niveau du gouvernement. Il est évident qu'il doit avoir lieu pour que nous voyions ensemble ce qui est important ou même urgent de modifier.

J'ai toujours dit que cette modification tiendra compte de l'évolution de notre pays. Nous avons un pays dont 75% de la population ont moins de 30 ans. Nous ne pouvons pas rester indifférents à cela. Nous avons dans toutes les grandes nations des Chefs d'Etat qui ont entre 40 et 45 ans, y compris même en Afrique. Notamment même en Afrique. Notamment le Président éthiopien ! C'est donc un débat qui permettra d'arriver à des modifications. Les gens ne doivent pas se focaliser sur le plancher ou le plafond d'âge. Ce sont des propositions que nous avons retenues tous ensemble à Marcoussis. Si cela doit aujourd'hui être examiné, cela passera par la voie normale. Mais, pour l'instant, ce n'est pas la chose la plus im-



Des ministres et collaborateurs du Chef de l'État ont assisté à la conférence de presse.(PHS : HONORÉ BOSSON)

portante de mon point de vue. Nous avons mis en place toute une série de structures judiciaires. Et nous devons les rendre compatibles. Ceci me paraît essentiel. Et le comité qui m'a fait les propositions de rédaction de la Constitution de 2016, m'a également fait des propositions écrites sur cette disposition. Donc, il ne faut

pas en faire tout un plat. Vous connaissez ma position par rapport à l'avenir. Je suis pour le transfert du pouvoir à une nouvelle génération. Je dis toujours que nous autres, qui avons bénéficié de bourses dans le pays, qui avons eu notre premier emploi dès notre sortie de l'université, qui avons ensuite eu de hauts postes

pendant 30 ou 45 ans, il est normal que nous puissions, au moins, par gratitude à l'endroit de la population, faire en sorte qu'une nouvelle génération prenne le relais. Mais, ceci étant, c'est un débat qui nous permettra d'arriver à cette décision. Mais, n'allez pas interpréter que je ne serai pas candidat ».

Quels sont vos engagements relativement au transport ferroviaire dans le N'ZI?

Le transport ferroviaire entre dans le cadre de la réhabilitation du réseau jusqu'à Ouagadougou. Vient ensuite l'extension du réseau pour aller donc à Tambao et même au Niger. Les discussions avaient été très fructueuses, il y a eu quelque temps, avec le groupe Bolloré qui en a la responsabilité. Mais il y a eu des incompréhensions dans la mise en œuvre de cette réhabilitation. Les informations en notre possession indiquent que l'opérateur considère que le tonnage prévu en provenance du Burkina n'est pas suffisant. Cela doit être réglé avant de commencer la réhabilitation. Le Premier ministre de Côte d'Ivoire et celui du Burkina en ont longuement parlé à l'occasion du traité d'amitié fin juillet à Ouagadougou. Pour nous, c'est une priorité. Nous espérons régler tout cela dans les mois à venir. Quand j'étais à Dimbokro, évidemment, c'était une ville vraiment importante où l'on attendait le train tout le temps ; que ce soit les passagers, les marchandises. Moi-même, j'ai eu à l'emprunter à plusieurs

occasions. Ceci étant, nous devons tout faire ; et le Premier ministre sait ma préoccupation et les priorités que j'attache à faire en sorte que nous puissions régler ce problème avec le groupe Bolloré et nos frères du Burkina.

M. le Président, pendant que vous visitez la région du N'ZI, il y a eu une attaque de la gendarmerie de Guiglo, dans la nuit du mardi 24 au mercredi 25 septembre. Vendredi dernier, des armes et des munitions ont été découvertes à N'Guessankro dans la sous-préfecture de Bottro, dans la région de Gbèké. Cette découverte a conduit à l'interpellation, samedi aux alentours de 21 h, du président du Conseil régional, Mangoua Jacques. Sont-ce, selon vous, des indicateurs incitant à appeler, à chaque fois, à des élections apaisées en 2020 ?

Je n'ai aucun doute que les élections se passeront de manière apaisée. Il y a des attaques dans tous les pays à certains moments. Je peux vous dire que pour Guiglo, nous avons déjà repéré un certain nombre de personnes qui seront remises à la justice. D'ailleurs, il y a eu des



De nombreux journalistes ont couvert la visite d'État du Président de la République dans la région du N'ZI.

Suite page 10



Le Président Ouattara et les journalistes ont posé pour la postérité. (PHS : HONORÉ BOSSON)

Suite de la page 9

échanges de coup de feu dans la matinée. Je n'en connais pas le bilan. Mais, je veux vous dire que, grâce aux investissements que nous avons faits au niveau des traces technologiques, si quelqu'un s'attaque à un commissariat ou à une caserne de gendarmerie, c'est un acte terroriste. Donc, nous traiteront cela conformément aux lois internationales. Et nous sommes confiants que nous allons neutraliser tous ces terroristes qui veulent troubler la

tranquillité des Ivoiriens. Pour le président du conseil régional de Gbéké, j'ai appris que des armes avaient été retrouvées chez lui, mais c'est une affaire qui est entre les mains de la justice. Je ne souhaite pas faire de commentaires là-dessus.

Monsieur le Président, au stade Koné Samba Ambroise, vous avez dit que vous n'avez pas encore pris votre décision concernant l'élection présidentielle de 2020. N'est-ce pas une manière pour vous de mettre la

pression sur les instances de votre parti ? Si vous n'êtes pas candidat en 2020, allez-vous vous retirer de la politique ?

Me retirer de la politique ? Il y a des gens qui ont dix ans de plus que moi. Ces décisions, on ne les prend pas seul. Tout dépend de mon parti. Il y a un certain nombre de critères. Nous avons la responsabilité de laisser un pays en paix et dans la stabilité et toujours sur la voie du développement. En ce qui me concerne, je dois me demander si mon objectif de stabilité, de sécurité pour

mon pays a été atteint et que cela peut se poursuivre avec l'équipe que je dirige. Me décider, ce sera la décision de mon parti, cela ne sera pas le choix d'Alassane Ouattara. Ça sera un choix démocratique. Nous aurons, avec les responsables de mon parti, un vrai débat. Il faut voir quelle est la meilleure manière de poursuivre l'œuvre que nous avons entamée. Les statistiques sont là. J'ai demandé aux ministres de les rendre publiques. Que ce soit l'eau potable, l'électricité, les dispensaires, les tables-banc, les universités, nous avons fait plus que les 50 premières années des indépendances. Ce sont là des statistiques. Je pense qu'il est bon de le dire. Il serait bon que le Premier ministre et le ministre de la Communication et des médias alimentent la presse, concernant ces chiffres. Ce que nous disons est basé sur des chiffres. En 2011, combien y avait-il d'adduction d'eau, combien de villages étaient électrifiés, combien de tables-banc avions-nous, etc. Il faut comparer cela à la période de 1960 à 2010. Je signale que le plus gros investissement de cette période a été fait de 1960 à 1970. Nous avons une équipe qui fait du très bon travail. Mais à un certain moment, il faut

pouvoir et savoir transférer le pouvoir à la jeune génération. Je le pense sincèrement. Il est temps que je parte me reposer mais si mon parti me demande de rester, mais j'apprécierai.

Vous parlez de transmettre le pouvoir à une nouvelle génération. C'est qui cette nouvelle génération ?

Vous êtes Sud-africaine ? Quel âge a le Président Cyril Ramaphosa ?

A peu près 60 ans

Moi, j'ai 78 ans bientôt. Donc la nouvelle génération, ce n'est pas moi.

Quelle est votre politique en matière de création d'emplois jeunes dans la région afin de mettre fin à l'orpaillage clandestin ?

Le ministre des Mines me faisait le point sur tout le travail qu'il a fait depuis plusieurs années. La coloration de l'eau, tous ces problèmes sont dus à l'orpaillage clandestin. Malheureusement, il y a beaucoup de complicités dans cette affaire. Je ne voudrais pas dévoiler un groupe ou mettre à l'index un autre. Je lance un appel à tous nos concitoyens aussi bien du public que du privé pour aider le gouvernement parce que,

nous, nous faisons notre part. Mais nous avons besoin du concours de tous nos concitoyens et de tous les secteurs pour que nous puissions aller de l'avant. Le ministre de l'Hydraulique, à l'occasion du Conseil des ministres, nous a dit qu'il avait toute une série de projets afin que non seulement l'eau soit décolorée mais qu'elle soit potable. Nous avons prévu une réunion, dans les jours qui viennent, du Conseil national de sécurité parce qu'on considère que l'orpaillage est un problème sécuritaire aussi.

Le ministre des Mines et les ministres concernés nous feront le bilan de ce qui a été fait ces deux ou trois dernières années en plus de ce que nous envisageons de faire et les mesures qui sont nécessaires. Nous voulons nous inspirer des pays comme le Mali, qui apparemment a beaucoup fait dans ce domaine pour essayer de contrer l'orpaillage clandestin. J'ai donné des instructions fermes afin que les personnes qui sont appréhendées et en situation irrégulière au plan de l'identité et de la nationalité soient expulsées, même si ce sont des personnes des pays voisins. Parce que je considère que ceci n'est pas acceptable. On

Suite page 11







APPEL D'OFFRES N°FO 001/09/AUF-UVCII/2019
CREATION DE DEUX (02) STUDIOS D'ENREGISTREMENT ET DE MONTAGE VIDEO DANS LES UNIVERSITES PUBLIQUES DE CÔTE D'IVOIRE

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du lot N°1 « Appui à la création de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire » du projet (AMRUGE-CI N°2) Appui à la Modernisation et à la Réforme des Universités et Grandes Ecoles de Côte d'Ivoire – 2^{ème} Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) - Education/Formation, deux (02) studios d'enregistrement et de montage vidéos doivent être créés dans les universités Jean Lorougnon GUEDE (UJLoG) de Daloa et Alassane OUATTARA (UAO) de Bouaké.

Le dossier d'appel d'offres (DAO) est à retirer à l'antenne AUF d'Abidjan, dans l'enceinte de l'Ecole Normale Supérieure (ENS).

Les offres doivent être envoyées sous pli fermé au plus tard le 14 Octobre 2019 à 16h00 GMT.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de vous adresser à l'Équipe Projet AUF/AMRUGE-CI : 77 74 81 95 /eric.ouassa@auf.org (Porte projet MESRS-C2D/AUF)

Duncan plaide depuis New York

« Il faut pousser la révolution industrielle en Afrique »

L'industrialisation sur le continent a été au cœur d'échanges de haut niveau, en marge de la 74^e Assemblée générale des Nations unies.

Avec un milliard d'habitants qui pourraient augmenter à 2,5 milliards en 2050, « l'Afrique est un vaste marché, avec une classe moyenne qui se développe de plus en plus », selon le Vice-président ivoirien Daniel Kablan. « Il faut pousser maintenant la révolution industrielle pour alimenter le marché », a-t-il plaidé, mercredi dernier, à New York, où il participait à un panel de haut niveau en marge de la 74^e assemblée générale des Nations.

Le thème du panel était, « promouvoir l'innovation et le développement des infrastructures : une voie pour renforcer le secteur manufacturier dans la quatrième révolution industrielle ». La tribune a permis à Daniel Kablan Duncan d'exposer le cas ivoirien devant des Chefs d'Etat, des représentants de l'Union africaine, d'organismes, d'institution des Nations unies, d'organisations régionales africaines et du secteur privé.

Le Vice-président ivoirien a renouvelé, depuis New York, le plaidoyer à l'endroit de la Banque mondiale pour la mise en place d'un « fonds de



Kablan Duncan au panel de haut niveau sur l'industrialisation de l'Afrique à New York. (PHOTOS: DRH)

l'innovation technologique ». D'un montant de 130 millions de dollars, soit 78 milliards de FCfa, il permettrait de booster la dynamique naissante. Avec les banques comme Afreximbank, le gouvernement ivoirien espère un financement

de plusieurs centaines de dollars pour développer des zones industrielles.

« La Côte d'Ivoire a 24 millions d'habitants, mais nous avons 35 millions d'abonnés parce qu'il y en a qui ont un ou deux cellulaires et cela

s'étend dans les campagnes. Il y a plus de 10 millions qui sont des abonnés à internet et qui font chaque jour, autour de 40 millions de dollars (24 milliards de FCfa) de façon journalière. Le saut qualitatif dans ce domaine est vraiment important », a souligné Duncan qui a vanté les services qu'offre ce saut qualitatif. Notamment le e-impôt qui facilite les transactions avec l'administration.

La fausse note, c'est l'industrialisation

1^{er} producteur de cacao, la Côte d'Ivoire fait avec le Ghana 40% de de la production mondiale. Sur ces 40%, la Côte d'Ivoire fournit plus de la moitié. Reste le défi de la transformation de cette manne cacoyère. Alors que le chiffre d'affaire du cacao est de plus de 100 milliards de dollars par an, les pays producteurs n'obtiennent seule-

ment que 6 milliards de dollars de cette cagnotte. Et la Côte d'Ivoire fait face au même défi de la transformation pour les noix de cajou dont il est également 1^{er} producteur mondial.

« Il faut transformer pour avoir une valeur ajoutée et permettre, notamment à la jeunesse de notre pays, d'avoir des emplois plus rémunérateurs et plus importants », a expliqué le vice-président. Cette approche transformatrice reste valable pour les productions pétrolières et minières, de même que pour les Tic. En tous cas, si l'on veut que « les jeunes, non seulement apprennent, mais gagnent davantage ».

Pour y arriver, il faut préparer le terrain. C'est à cela que répond la mise en place de centres de formation de haut niveau, tels que l'Institut polytechnique Félix Houphouët-Boigny de Yamou-

soukro ou l'école supérieure africaine des technologies de l'information à Abidjan.

« C'est comme ça qu'on a mis en place des cartables scolaires. L'enfant, dans un village où il n'y a pas d'électricité, part avec son cartable. Le soleil permet, le soir, de la ??? brancher et d'avoir de l'électricité », a déclaré le Vice-président de la République. Une fois la volonté affichée et le cap fixé, il reste toujours le nerf de la guerre. C'est-à-dire, l'éternel problème de financement.

Aussi, ce panel en marge de l'Assemblée annuelle des Nations unies, a-t-il tenté d'identifier les approches efficaces pour renforcer les efforts politiques actuels, de sorte à promouvoir l'innovation et la technologie dans le cadre de la troisième décennie de développement industriel de l'Afrique ■

BENOÎT HILI
(ENVOYÉ SPÉCIAL À NEW YORK)

Rhdp / Retrait du Pdcj-Rda

Louis Kouakou Habonouan accuse :

« C'est Guikahué qui a induit Bédié en erreur »

Kaloukro, Kékéré-Kouakou et Tanou-Sakassou, des villages du canton Faafoué de la sous-préfecture de Bouaké, ont accueilli, le week-end dernier, la caravane « Je vote Rhdp », initié par Louis Kouakou Habonouan, coordonnateur régional associé du Rhdp de la région de Gbéké, par ailleurs président du Conseil d'administration de l'Onep (Office national de l'eau potable). Dans ces villages, le collaborateur d'Amadou Koné, coordonnateur régional du Rhdp de la région de Gbéké, a échangé à bâtons rompus avec les populations et pour mieux se faire comprendre, il a utilisé la langue locale : le baoulé. Dans son offensive pour convaincre le peuple baoulé à suivre le Rhdp, Louis Kouakou Habonouan n'y est pas allé de main morte en accusant directement Maurice Kakou Guikahué, secrétaire général du Pdcj-Rda d'avoir induit en erreur le Président Henri Konan Bédié, qui est pourtant à l'initiative de la création du Rhdp avec le soutien indéfectible du Président, Alassane Ouattara. « Ces deux grands Hommes d'Etat ont voulu, à travers la création du Rhdp, rassembler tous les enfants d'Houphouët Boigny afin de mener le combat du déve-



veloppement de notre pays », a-t-il révéilé. Maurice Kakou Guikahué qui a un agenda caché, selon lui, a réussi quelques années plus tard, alors que l'entente était parfaite entre les deux leaders, à semer la zizanie entre nos deux leaders. « C'est sur un coup de tête que le Président Bédié a décidé de sortir de la coalition », a-t-il regretté, tout en rassurant qu'entre les Présidents Bédié et Ouattara, il n'y a absolument rien qui les divise si ce ne sont les oiseaux de mauvais augure qui sont venus mettre fin à

cette dynamique. « La politique n'est pas faite pour régler des comptes ou pour nuire », a-t-il martelé.

Le Rhdp étant créé pour conduire la Côte d'Ivoire vers l'émergence et ensuite vers son plein développement, le coordonnateur régional associé du Rhdp de la région de Gbéké a demandé aux populations de faire le deuil de la sortie du Pdcj-Rda de cette coalition des Houphouëtistes et de penser à la marche en avant de la Côte d'Ivoire avec le Rhdp. « Nous n'allons pas toujours revenir en arrière. Le Rhdp voit loin. Restons donc mobilisés autour du Président Alassane Ouattara et du Rhdp comme en 2010 et 2015. Vous avez vu les résultats sur le plan économique », a-t-il lancé, tout en invitant les uns et les autres à n'avoir d'yeux que pour le candidat des Houphouëtistes, à l'élection présidentielle de 2020.

Louis Kouakou Habonouan a réussi à faire basculer ces villages, dont la plupart des populations sont des pro-Pdcj, à faire le choix du Rhdp. Par la suite, leurs porte-paroles ont tenu des propos de soutien au Rhdp sans aucune ambiguïté. Ils ont dit en chœur que leur choix est dicté par la raison ■

CHARLES KAZONY
CORRESPONDANT REGIONAL

Commission centrale de la Cei Le nouveau bureau connu aujourd'hui



Après la prestation de serment, les membres de la Cei élisent le président du bureau, ce lundi. (PHOTOS)

Les événements se succèdent, suite à la nomination des membres de la commission centrale de la Cei. Ainsi, après le décret pris en Conseil des ministres, le mercredi 25 septembre, par le gouvernement, suivi de la prestation de serment devant le Conseil constitutionnel, deux jours après, c'est l'heure de la formation du bureau. En effet, aujourd'hui, a lieu à la Cei, une cérémonie consacrée à la formation du nouveau bureau de la Cei, a-t-on appris auprès de l'institution. Pour rappel, à la fin du Conseil des ministres, le 3 juillet 2019, commentant le projet de lois

adopté par le gouvernement, le porte-parole, Sidi Tiémoko Touré, avait fait savoir que la nouvelle commission centrale de la Cei est composée de 15 membres. Et que le tiers est réservé à l'Etat et le parti au pouvoir. Les deux tiers restant sont répartis entre les organisations de la société civile et les partis d'opposition. Il est allé un peu plus en expliquant que dans cette nouvelle ossature, sept seront élus en qualité de membres du bureau. L'élection de ces membres aura lieu ce lundi, dans les locaux de cette institution. Selon le ministre Sidi Tiémoko Touré, toujours au terme du

Conseil des ministres du 03 juillet, « le représentant du Président de la République et celui du ministère en charge de l'Intérieur ne pourront pas faire acte de candidature pour la présidence de la Commission centrale ».

Il est bon de savoir que dans sa mouture, la Commission centrale de la Cei recomposée compte un représentant du Président de la République, un autre du ministère en charge de l'Intérieur, six représentants de la société civile (dont quatre au titre des Ong). Le Conseil national des droits de l'homme dispose d'un membre ■

MARCEL APPENA

Elaboration du document de politique minière

Jean-Claude Kouassi et les opérateurs se concertent

L'objectif pour le gouvernement, est de faire passer la contribution du secteur minier au Pib de 2% à plus de 5% à l'horizon 2020, tel que fixé dans le cadre du Plan national de développement (Pnd 2016-2020).

Dans le quartier des affaires du Plateau, Jean-Claude Kouassi, le ministre des Mines et de la Géologie, a eu

une séance de travail, le 26 septembre, avec les dirigeants de premier plan opérant dans le secteur minier ivoirien. Objectif : élaborer le

Document de politique minière (Dpm) et de son Plan d'actions stratégiques (Pas) pour le cycle 2020-2025. L'idée étant de doter le sec-

teur minier d'un outil de guidage et de pilotage appelé à définir pour les cinq prochaines années, la vision du gouvernement, les axes clés

et les moyens des réformes à mettre en œuvre. « Nous avons choisi de mettre en cohérence l'ensemble des réformes initiées par le gouvernement, depuis 2011, en vue de garantir l'atteinte de l'objectif assigné au secteur des mines par le Plan national de développement (Pnd) », a expliqué le représentant du gouvernement ivoirien, à l'ouverture des travaux. Comme il l'explique, c'est un projet qui se veut inclusif.

Le processus d'élaboration de la politique minière sera mené par un consultant/équipe de consultants qui travaillera sous la coordination du Comité de pilotage et la supervision directe du comité technique. Le consultant/équipe de consultants effectuera des recherches et des analyses et rédigera le rapport de politique tel que défini dans la présente note conceptuelle.

Cette concertation qui a débuté avec les sociétés minières, s'étendra à l'ensemble des parties prenantes du secteur minier. Elle a pour but d'informer officiel-

lement l'ensemble des parties prenantes du processus en cours, de recueillir les attentes et les préoccupations des acteurs clés du secteur minier, de favoriser l'adhésion et la participation de toutes et de tous au processus mais aussi de faciliter la compréhension, l'appropriation et la mise en œuvre de la future politique minière. Au cours de cette rencontre, à l'ordre du jour, figurait, l'examen de la problématique de la réalisation de l'infrastructure géologique et géophysique de notre pays, la question du cadre juridique, fiscal, économique et financier et les questions environnementales et celles liées au contenu et développement local. « Cette rencontre de haut niveau avec les premiers responsables des compagnies minières constitue une première et est à saluer. Monsieur le ministre, nous l'interrètons non seulement mais également comme une expression de grandes ambitions de votre ministère pour le secteur minier », s'est félicité Ibrahim Danso, président du Groupement professionnel des mineurs de Côte d'Ivoire (Gpmci) ■

ANOH KOUAO



COMMUNIQUE DE PRESSE DÉMARRAGE DE L'INVENTAIRE FORESTIER ET FAUNIQUE NATIONAL (IFFN)

Côte d'Ivoire a perdu 90% de sa surface et ne couvre plus que 9% du territoire ivoirien. Avec des conséquences très néfastes sur le régime des pluies, facteur essentiel pour l'agriculture, ressource principale de la Côte d'Ivoire.

Pour mieux évaluer la situation actuelle, il est nécessaire de faire un état des lieux des surfaces forestières restantes, sur lequel s'appuieront les actions à mettre en œuvre dans le cadre de la Politique de Préservation, de Réhabilitation et d'Extension des Forêts.

Les opérations d'inventaire forestier et faunique sur tout le territoire national démarrent cette année. Pendant deux ans, des équipes d'agents spécialisés (SODEFOR, OIPR, ANADER) vont sillonner méthodiquement les 31 régions et les 108 départements du pays en vue de dénombrer à la fois les arbres et la faune présents.

Sous l'autorité du Ministère des Eaux et Forêts, l'opération, dénommée IFFN, est menée sur financement C2D par ONF Côte d'Ivoire.

Avec l'appui des autorités préfectorales et par la voix d'une centaine de radios régionales de proximité, les populations seront informées au fur et à mesure de l'arrivée des agents et priées de bien les accueillir.

En raison de ses multiples incidences sociales et économiques, la préservation de la forêt est l'affaire de tous.

**Inventaire forestier et faunique national, tous concernés !
Rendez-vous sur la page Facebook du Ministère des Eaux et Forêts pour recevoir les actualités du projet !**

@minefrci



Campagne café-cacao 2019-2020

La BNI dégage une enveloppe de plus de 100 milliards de F Cfa

Avec plus de deux millions de tonnes de cacao produit sur la campagne 2018-2019, la Côte d'Ivoire demeure le premier producteur mondial de cacao. Ce qui représente environ 41% de l'offre mondiale. Cette activité contribue pour 15% du Pib et 50% des ressources d'exportation. Le système bancaire ivoirien ne peut rester indifférent à un secteur aussi important et dynamique pourvoyeur de devises et d'emplois. C'est dans cette optique que la Banque nationale d'investissement (Bni), présente dans le secteur depuis des années, décide de s'inscrire dans la durabilité du financement de la filière avec une enveloppe de plus de 100 milliards de Fcfa. C'est l'information donnée par le directeur de ladite banque, Youssouf Fadiga, le jeudi 26 septembre, lors d'un Network-

king de lancement de la campagne café-cacao 2019-2020, à l'hôtel Tiama au Plateau. À l'occasion, il a indiqué que l'intervention de son institution auprès des acteurs de la filière, s'inscrit en droite ligne de la feuille de route pour une économie cacaoyère durable à l'horizon 2022, adoptée en novembre 2012 au cours de la première conférence mondiale sur le cacao, tenue à Abidjan, sous l'égide du gouvernement ivoirien. « Pour cette présente campagne dont les journées nationales se tiennent du 27 au 30 septembre et celles à venir, nous entendons construire avec nos clients un nouveau partenariat. Pour la campagne 2019-2020, nous mettons en place une enveloppe de financement de plus de 100 milliards de Fcfa », a-t-il annoncé ■

JEAN BAVANE KOUIKA

Coopération bilatérale

La Corée s'engage davantage dans les énergies renouvelables

L'ambassade de la République de Corée a organisé le 26 septembre, à l'hôtel Pullman, le forum de l'Énergie renouvelable.

La Corée restera toujours pour la Côte d'Ivoire un bon partenaire dans le domaine énergétique. Je souhaite un espace ouvert d'échanges entre les parties coréenne et ivoirienne aux fins de renforcer les consultations mutuelles et favoriser l'expansion des hommes d'affaires coréens dans le domaine de l'énergie verte en Côte d'Ivoire ». C'est en ces termes que l'ambassadeur de la République de Corée, Lee Sang Ryul, a ouvert les travaux du forum de l'énergie renouvelable, le 26 septembre, à l'hôtel Pullman au Plateau. L'objectif de ce forum est de « contribuer au renforcement continu des relations de coopération en proposant des moyens de coopération plus accrus et des orientations futures », a dit le diplomate coréen, devant un parterre d'invités constitué de représentants des ministères, d'opérateurs économiques ivoiriens, ainsi que des chefs d'entreprises coréennes. A cette occasion,



L'ambassadeur Lee Sang Ryul (au centre) a réaffirmé l'engagement de la Corée à accompagner les autorités ivoiriennes pour la promotion des énergies renouvelables. (PHOTO: JULIEN MONSON)

Lee Sang Ryul, a soutenu que la République de Corée a développé avec succès sa politique énergétique allant de l'énergie fossile à l'énergie renouvelable composé des énergies solaire et éo-

lienne. En plus du secteur de l'énergie, fait savoir le diplomate, le pays du "Matin calme" a aussi une expertise avérée dans l'exploration, la production et le stockage des gisements de pétrole et du

gaz. D'où, l'engagement de la Corée à soutenir les autorités ivoiriennes sur la question des énergies renouvelables. « Les entreprises coréennes ont réalisé avec succès les travaux

d'augmentation de la capacité de production d'électricité en Côte d'Ivoire au travers de deux projets de centrales thermiques importants qui sont Ciprel IV et Azito III. Au-delà de ces pro-

miers jalons de coopération énergétique entre nos deux pays, il est temps d'élargir nos échanges dans le domaine de l'énergie verte », a-t-il lancé.

Se prononçant au nom du ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Aka Kado, s'est réjoui de la tenue de ce forum d'affaires. Qui, selon lui, est une véritable occasion d'échanges d'expériences entre la Côte d'Ivoire et la Corée, dont le but ultime, dira-t-il, est de tirer profit du cheminement de la Corée classé parmi les 15 puissances du monde. A en croire l'émissaire d'Abdourahmane Cissé, l'objectif du gouvernement est d'être le premier marché énergétique de l'Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi les autorités ivoiriennes, a-t-il affirmé, déploient tous ces moyens pour mettre à la disposition des populations une énergie abondante de qualité et à coût abordable. ■

ÉMELINE PÉHÉ

Les grandes ambitions de la Corée du Sud

Il est de plus en plus évident que la République démocratique de la Corée du Sud, s'impose comme une grande puissance mondiale en devenant. Classée par le Fonds monétaire international comme le onzième pays, le plus riche au monde, la Corée du Sud ne cesse de déployer des efforts dans divers domaines pour figurer désormais parmi les pays les plus industrialisés et les plus puissants du monde. La force de ce pays réside dans sa capacité à se saisir de ses handicaps ou faiblesses naturelles pour en faire des forces, afin de se positionner parmi les nations les plus industrialisées. Voilà pourquoi, la priorité a été mise sur la formation des ingénieurs et techniciens supérieurs, capables d'entreprendre et créer de nouvelles dynamiques économiques et commerciales pouvant s'exporter dans le monde entier. Désormais, l'accent est mis sur l'énergie renouvelable.

Avec l'urgence climatique qui s'impose à toutes les nations de la planète et la nécessité de trouver des solutions alternatives pour préserver notre environnement planétaire, la Corée du Sud s'illustre parmi les nations au monde, les plus à la pointe des technologies dans les énergies renouvelables. Par exemple, en 2020, la Corée du Sud ambitionne de construire la plus grande et la plus puissante plateforme solaire dans le monde. Celle-ci produira une capacité de 102,5 mégawatts, elle pourra alimenter 35 000 foyers et devrait se réaliser sur le lac artificiel de Siwha, d'une superficie de 44 kilomètres carrés. C'est tout simplement exceptionnel et très ambitieux, au niveau des prouesses technologiques à mettre en œuvre. Sur ce lac, est déjà construite la plus grande centrale marémotrice du monde, qui est une énergie dite propre, issue des mouvements de l'eau, qui gé-

nère de l'énergie. Selon l'Energy Information Administration (EIA), une organisation américaine, « le gouvernement Sud-Coréen prévoit de porter à près de 20% en 2030, la part des énergies renouvelables dans la production nationale d'électricité (contre environ 5% en 2016), en s'appuyant principalement sur l'éolien et le solaire photovoltaïque. D'ici à 2030, la Corée du Sud prévoit de réduire de 26% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à un scénario « business as usual » à cet horizon et de 62% ses émissions de particules fines ». Selon d'autres études faites par l'OCDE récemment, le pays s'est fixé pour objectif de les réduire de 30 % d'ici 2020. Ce qui montre une réelle volonté politique de la Corée du Sud de changer sa politique énergétique, afin de préserver l'environnement et ses populations. Cela a de fait, initié une nouvelle vision et des stra-

tégies ambitieuses en matière d'énergies renouvelables. Pour ces émissions de gaz à effet de serre, des politiques énergétiques très fortes ont été mises en place, afin d'obliger les activités à forte intensité énergétique à un changement de comportement. L'accent a donc été mis sur celles qui émettent moins de carbone. La Corée du Sud est donc engagée à promouvoir une croissance verte dans le cadre de son plan quinquennal. Le président de la République a annoncé lors d'un discours que « la croissance verte, en carbone serait l'axe de développement du pays pour les 50 années suivantes. Pour donner corps à cette ambition, le gouvernement a présenté la « Stratégie nationale pour une croissance verte » à l'horizon 2050, qui prévoit notamment d'atténuer le changement climatique, de créer de nouveaux moteurs de croissance économique et d'améliorer la qualité de vie ».

Parmi les dix actions définies par la stratégie nationale pour une croissance verte en Corée du Sud, on peut citer à titre d'exemple : « Écologisation des activités existantes et promotion des activités vertes : les exportations de biens verts dans les principaux secteurs passeront à 22 % en 2020 et les pouvoirs publics aideront les petites et moyennes entreprises à écologiser leurs activités » ; « Mise en place de l'assise structurelle de l'économie verte : les pouvoirs publics établiront progressivement un système d'échange de permis d'émission, prendront davantage l'environnement en considération dans le système fiscal et proposeront des garanties de crédit aux entreprises vertes » ; ou encore « Devenir un pionnier de la croissance verte et servir de modèle à la communauté internationale : la Corée participera activement aux négociations in-

ternationales sur le changement climatique et portera la part de l'APD verte de 11 % à 30 % en 2020 » etc. Le ton est donc donné avec ce dernier exemple qui montre la volonté politique de ce pays, de faire de l'énergie renouvelable, une véritable diplomatie écologique dont l'expertise est en train d'être mise en œuvre, notamment en Afrique et en particulier, en Côte d'Ivoire. Pour son quatrième forum de l'énergie renouvelable, l'ambassade de Corée du Sud, dans son programme d'activités de coopération énergétique avec la Côte d'Ivoire, s'est à nouveau engagée à accompagner notre pays, dans ses différentes politiques énergétiques, par le financement de projets sur l'énergie renouvelable, et par l'expertise acquise par la Corée du Sud en la matière. ■

MACAIRE DAGRY

